

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Lille, le 29/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCAPARF

1443, rue de Gournay
Lieu-dit Derrière les bois
60490 Ressons-Sur-Matz

Références : IC-R/531/25-EW/SF
Code AIOT : 0003802123

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement SCAPARF implanté 1443, rue de Gournay Lieu-dit Derrière les bois 60490 Ressons-sur-Matz. L'inspection a été annoncée le 23/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel des contrôles 2025 de la DREAL Hauts-de-France.

Cette visite a été annoncée préalablement à l'exploitant par courrier électronique (lettre d'annonce en date du 24 septembre 2025).

Elle porte sur les suites apportées à l'inspection réalisée le 16 octobre 2024, notamment sur certains points techniques et sur les suites de l'arrêté de mise en demeure pris en date du 10 décembre 2024.

Elle s'inscrit également dans le cadre de l'action nationale relative aux prélèvements environnementaux en cas d'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCAPARF
- 1443, rue de Gournay Lieu-dit Derrière les bois 60490 Ressons-sur-Matz
- Code AIOT : 0003802123
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société SCAPARF est une centrale d'achat de l'enseigne E. Leclerc. Le site est composé d'un entrepôt de stockage de produits d'hygiène destinés aux magasins de la marque E. Leclerc. L'activité logistique est assurée par les salariés de FM Logistic. L'établissement est soumis au régime d'autorisation au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et est classé Seveso seuil bas. Elle est composée de 4 cellules de stockage :

- une cellule dédiée aux produits de promotions - Non dangereux,
- une cellule dédiée au stockage de produits - Non dangereux,
- une cellule dédiée au stockage de produits aérosols,
- une cellule dédiée au stockage de produits inflammables.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Porter à connaissance modification des capacité de stockage	Lettre du 31/07/2025	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Démarche prélèvements environnement	AP de Mise en Demeure du 10/12/2024, article Article 1	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	aux		
2	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
7	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet
9	Bandes incombustibles en toiture	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 6	Sans objet
10	Détection Local TGBT	Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 7.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a contractualisé, avec un bureau d'études externe, la détermination des produits de décomposition en cas d'incendie, et les premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle. Cette démarche répond aux attendus, suite à l'arrêté de mise en demeure pris en date du 10 décembre 2024. L'inspection propose d'abroger cet arrêté.

Par rapport à divers points techniques vus en 2024, l'exploitant a poursuivi le plan d'actions associé (bandes incombustibles, détection local TGBT).

L'exploitant a transmis un porter à connaissance fin juillet 2025, concernant la modification de certaines capacités de stockage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Démarche prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/12/2024, article Article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, récolement de l'article 1er
Prescription contrôlée :

La société SCAPARF, dont le siège social est situé rue de Gournay RD 82 à Ressons-sur-Matz (60490), exploitant une plateforme logistique implantée à la même adresse dans le département de l'Oise, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'annexe II point 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, concernant la démarche des premiers prélèvements environnementaux dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a transmis par courrier électronique en date du 21 février 2025, son plan d'opération interne (version 3) dans lequel est prévue la démarche concernant les prélèvements environnementaux en cas d'accident.

La version 3 du POI ajoute des éléments suivants :

- modification des points de contacts externes,
- ajout de la synthèse des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie,
- ajout de la description des méthodes de prélèvements, analyses environnementales ainsi que la stratégie globale à mettre en place,
- ajout d'une astreinte pour les premiers prélèvements environnementaux.

L'exploitant dispose de 2 études distinctes :

- détermination des produits de décomposition en cas d'incendie (rapport 2410A1476000058 du 20 janvier 2025),
- premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle (rapport du 2411A1476000023 du 15 janvier 2025).

L'examen détaillé du contenu de cette démarche est développé dans les points de contrôle spécifiques du présent rapport (cf. PC n° 2 à 7).

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure pris en date du 10 décembre 2024, peuvent être abrogées. Les objectifs techniques liés à la démarche relative aux premiers prélèvements environnementaux sont atteints. Un projet d'abrogation de l'arrêté de mise en demeure pris en date du 10 décembre 2024 est joint en annexe du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

« Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a rédigé un POI (version 3 révision février 2025). Il s'engage à le mettre à jour au moins une fois tous les 3 ans, conformément à l'article 7.6.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 août 2021.</p> <p>Cette dernière mise à jour a permis d'intégrer la stratégie concernant les premiers prélèvements environnementaux. La société SCAPARF a fait le choix de déléguer ce dernier point à la société SOCOTEC et de souscrire, via un contrat référencé 2411A1482000042 V2, à une démarche consistant à mettre en œuvre une stratégie de prélèvement environnementaux en cas d'accident. Ce sujet est abordé plus en détail dans les points de contrôle suivants. Le rapport détaillé de la prestation est référencé 2411A1476000023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : dans le schéma d'alerte du plan d'opération interne, il convient de prévoir l'appel de la société mandatée pour l'astreinte environnementale (premiers prélèvements environnementaux en cas de situation accidentelle).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Réalisation d'exercice POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 26 mai 2014 Art. 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement est classé SSB.</p> <p>L'exploitant a réalisé un exercice POI le 21 juin 2024 avec compte-rendu et plan d'actions détaillés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : il est préconisé à l'exploitant de prévoir un exercice POI impliquant l'astreinte environnementale souscrite, pour s'appropriier les éléments de la démarche, par exemple les moyens de prélèvements prévus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
Constats : Le paragraphe 9. (partie 7 du POI de l'établissement (version 3)) prévoit : - A) les produits de décomposition : -> les scénarios à prendre en compte, -> les produits susceptibles d'être impliqués en fonction des scénarios d'incendie retenus, -> la synthèse des produits de décomposition identifiés en cas d'incendie des stockages. - B) la stratégie de prélèvements environnementaux : -> la détermination des substances à rechercher, -> la méthode de prélèvement / analyses et durée de prélèvements -> le nombre et la cartographie des points des premiers prélèvements atmosphériques -> les autres phases suivantes éventuelles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : le site n'est pas équipé d'une manche à air sur le site. Cet équipement doit être mis en œuvre sur le site. Observation : dans le POI, les matrices de prélèvements et les phases associées à l'évènement seront précisées, pour chacune des phases.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>La stratégie de prélèvements a été élaborée à proximité du site, dans un rayon inférieur à 500 m et dans un rayon entre 500 m et 2,5 km du site.</p> <p>Dans un rayon entre 500 m et 2,5 km du site, 19 points ont été répertoriés libres d'accès.</p> <p>Les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux, sont listés dans le rapport référencé 2411A1476000023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Personnels compétents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan

<p>d'opération interne précise : [...]</p> <p>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'offre commerciale 2411A1482000042 V2, retenue par l'exploitant, mentionne que SOCOTEC Environnement et les laboratoires partenaires sont accrédités COFRAC.</p> <p>Les personnels d'intervention de l'astreinte sont habilités sur les matrices Air/eau et sols.</p> <p>L'offre commerciale mentionne un délai d'intervention prévu entre 1h et 4h.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : le prestataire doit s'engager sur un délai d'intervention inférieur à 3h conformément aux préconisations du ministère.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe II, est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
Constats :

Cette liste a été établie (cf. rapport 2410A1476000058) et déclinée dans le plan d'urgence de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Porter à connaissance modification des capacité de stockage

Référence réglementaire : Lettre du 31/07/2025
Thème(s) : Risques accidentels, Instruction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées un courrier référencé 1A 202 914 1766 0 daté du 31 juillet 2025 portant sur une demande de modification du tableau des capacités de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit clarifier sa demande sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - page 2, les besoins maximaux en produits 4510/4511 sont à clarifier en présence de liquides inflammables. - page 3, l'arrêté préfectoral actuel prévoit 2 situations : <ul style="list-style-type: none"> °le stockage de LI, sans produit de type 4510/4511, °le stockage de LI en deçà du seuil de déclaration avec des produits 4510 (57 tonnes)/4511 (350 tonnes). <p>L'exploitant doit clarifier son tableau présenté en bas de page 3. Il souhaite associer les produits de type LI avec les produits 4510/4511 (1 seule ligne in fine).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : l'exploitant doit expliciter les mesures mises en place pour ne pas atteindre le seuil SSH par rapport à la règle du cumul SEVESO (en incluant les rubriques 47XX).</p> <p>Observation : le courrier du 31 juillet 2025 sera modifié, sous 1 mois.</p> <p>Observation : l'exploitant doit justifier que la modification sollicitée n'a pas d'impact sur l'étude de dangers initiale et les aspects chroniques (rétentions du site / modélisations, etc).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Bandes incombustibles en toiture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de propagation incendie

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, des moyens fixe ou semi-fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 16 octobre 2024, l'inspection a constaté, par sondage, la dégradation notable de la protection métallique aluminium d'épaisseur 8/100 mm, déchirée sur des zones importantes, par des nuisibles (corbeaux).</p> <p>A l'issue de cette visite de 2024, l'inspection a demandé à l'exploitant de revoir, sur l'ensemble du site cette problématique. Des morceaux de protection métallique aluminium d'épaisseur 8/100 mm vont être reposées sur l'ensemble du site. De manière pérenne, l'exploitant doit réfléchir à une solution de type filet ou grillage tendu pour rendre la zone inaccessible aux oiseaux.</p> <p>Lors de la visite 2025, l'exploitant a indiqué qu'il a procédé à une demande d'expertise qui a conclu à un défaut de pose. L'ensemble de la toiture a été reprise par la pose de nouvelles bandes incombustibles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : l'exploitant joindra le rapport d'intervention à l'issue de la nouvelle pose des bandes et les caractéristiques associées (PV).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Détection Local TGBT

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 7.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Il organise à fréquence semestrielle au minimum, des vérifications de maintenance et des tests, dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le local TGBT a fait l'objet d'une intervention en date du 29 novembre 2025 (dont la détection incendie).</p>

Ce local ne peut être vérifié à la fréquence semestrielle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra, sous 1 mois, le rapport d'intervention du local TGBT comprenant la vérification de la détection incendie du local.
Type de suites proposées : Sans suite